



Note politique du 25 février 2025

Didier Dufau

Quand le vent mauvais souffle en rafales

1. La loi Macron pour les municipales : casser LR un peu plus

Emmanuel Macron veut conjurer sa mise à l'écart, d'abord, on l'a vu, par les opérations de communication pitoyables dont il a le secret et aussi en abîmant encore les institutions s'il trouve des complices dans cette œuvre délétère.

Il se trouve que le centriste Bayrou haït au plus haut point la cinquième République et entend de toutes ses forces revenir aux combinaisons mortifères de la quatrième. On trouve donc, à l'échelon national, la tentative de retour à la proportionnelle, et à l'échelon municipal, la réforme de la loi PLM.

Dans ce dernier cas, quelle est l'idée ?

Il s'agit de supprimer le vote à deux étages : d'abord les arrondissements, avec élection des conseils d'arrondissements qui élisent leur maire, puis constitution du conseil de Paris, avec les mieux élus des arrondissements qui désignent le maire de Paris.

Un arrondissement pouvant être une ville de 200.000 habitants, il est légitime qu'il dispose d'un maire et d'un conseil municipal en propre. Certains ont même imaginé qu'il n'y ait pas de maire de Paris, seulement des maires d'arrondissements, un peu comme les communes limitrophes.

L'évidence d'un besoin d'unité a évité ce genre de solution et aboutit à un arbitrage entre le spécial et le commun. Cet arbitrage n'est pas particulièrement généreux pour les responsabilités propres des arrondissements qui, en fait, ont très peu de pouvoir.

En forçant les partis à se faire élire localement avant d'espérer la conquête de la ville, le système permet néanmoins le débat démocratique sur ce qui se passe dans la proximité du lieu de vote et de s'occuper des préoccupations de vie et de travail du citoyen. Les débats au conseil d'arrondissement permettent de faire valoir tous les points de vue sur ce qui s'y passe, y compris les conséquences de décisions prises plus haut. La pression sur la réélection des élus de l'arrondissement peut permettre d'influer (selon les circonstances et les rapports de force) sur des erreurs centrales

ayant des effets locaux détestables. Mais cela suppose que le maire d'arrondissement joue un rôle de défense de l'arrondissement contre certains errements centraux. Cela n'a jamais été le cas par exemple dans le 14^e arrondissement de Paris depuis l'élection de Mme Carine Petit toujours à la surenchère et qui ne répond à aucune sollicitation des habitants. On a vu lors de l'affaire Elias le scandale de ses interventions publiques, provoqué par l'indifférence totale au fait qu'un adolescent puisse être tué à la machette par un jeune voyou récidiviste dont elle savait tout et soutenait la famille. L'organisation actuelle pousse les partis à avoir une politique d'arrondissement mais ne les y oblige pas vraiment une fois l'élection faite car la mairie centrale a presque tous les pouvoirs.

C'est imparfait. Mais la grande question réformatrice est l'équilibrage des pouvoirs et l'articulation avec la préfecture et la banlieue.

Emmanuel Macron n'ayant aucune implantation locale est incapable d'élaborer des projets par arrondissement. D'où le projet de réforme qui fait élire le maire dans un scrutin direct avec une seule circonscription. Une fois le maire élu, le conseil municipal se forme avec une prime majoritaire de 25% pour le parti de tête. Si vous êtes en tête avec 37% au second tour, votre score est porté à 62% avec la prime de majorité (sauf erreur). On s'assure que la majorité sera stable et ne dépendra pas des humeurs de quelques-uns.

On procède à un autre vote pour pourvoir les conseils d'arrondissements qui sont disjoints des élus centraux. Ce vote devient totalement marginal.

Le parti présidentiel et celui du premier ministre, uni autour de Rachida Dati, pensent pouvoir prendre la mairie facilement et composer le conseil à sa guise, en marginalisant les élus de droite et LR. Il n'y a plus besoin de programme : ce n'est plus que de la com' et des éléments de langage. Les arrondissements ne comptent plus et il n'y a aucun besoin d'en parler.

Dati ayant trahi les LR n'aura aucune réticence à ne leur laisser que des miettes au profit de la cohorte des Modem, des membres de Renaissance, de ceux de Horizons.

On peut imaginer, en l'état des rapports de force, une majorité de 100 conseillers de Paris sur 163 de ce type : 37 Modem, 28 Renaissance, 20 Horizons, et 15 LR.

Et de rire !. Le chantage : essaie de nous battre avec une liste concurrente. Tu n'as aucune chance. D'autant plus que la volonté d'être réélu des maires du 15^e et du 6^e les poussera dans les bras de la « majorité Dati », en fait macrono-centriste.

Pour bien montrer la valeur morale de l'opération, ses promoteurs compenseraient les rémunérations des élus d'arrondissement qui ne peuvent plus être conseillers de Paris et verraient leur revenu baisser. Horresco referens ...

Comme on ne traite pas la question des pouvoirs propres des arrondissements, tout cela n'est qu'une manœuvre politicienne pour faire gagner l'équipe mixte Macron-Bayrou, sans aucune orientation de programme précise. Retour à « l'affiche blanche » pour ceux qui ont quelques références historiques.

En face, une coalition « Socialistes et Verts », avec les Communistes, avec ou sans LFI, aurait-elle une chance ? Oui, facilement, avec les scores des législatives. Mais le contexte est tout autre. Ce qui n'a pas empêché le journal Le Monde de publier une page entière sur le thème de la réélection « facile » des Verts.

Si on reste dans le système actuel, le Modem et Renaissance n'ont aucune chance de faire un score majoritaire. En revanche LR peut augmenter le nombre de ses élus et gagner la mairie centrale. Surtout s'il préempte la question des projets et des réformes concrète à mener.

Si la réforme passe, les militants sont hors-jeu, un peu comme aux élections européennes. Tout devient un travail d'appareil et de communication médiatique vide de contenu qui ne peut déboucher en cas de victoire qu'à des décisions prises à la va comme je te pousse loin des besoins de la population. L'estime pour les élus n'en sortira pas grandie. La démocratie n'y gagnera sûrement pas.

La réforme de la loi PLM n'est donc qu'une manœuvre électoraliste et politicienne de bas niveau de plus, qui plus est organisée dans l'année précédant le vote ce qui est interdit et empêchant de prendre d'autres mesures plus urgentes, notamment en termes de sécurité. Du Macron et du Bayrou pur sucre. Une forme de diabète anti démocratique !

Et la fin de LR à Paris si l'opération réussit !

2. Le drame « vert » de la rue Mouffetard (75005 – Paris)

Qu'on pardonne à l'auteur de ces lignes, enfant de la Mouffe, de signaler la situation ubuesque et hidalgesque, excusez le pléonasme, de la rue Mouffetard, d'abord envahie par les « bobos » en mal d'authenticité, ensuite par la « merdo-bouffe » et le tourisme de masse, puis devenue, ces derniers jours, inhabitable par la passion « verte » d'une municipalité dirigée par la bêtise la plus collante.

Si on veut comprendre comment on gâche un quartier avec de faux bons sentiments et un manque total de sincérité, voilà le cas d'école.

Une petite partie Est de la montagne Sainte Geneviève, derrière le lycée Henri IV, a été épargnée par les folies haussmanniennes qui ont totalement restructuré cette partie de la ville sous le Second Empire, avec le percement de la rue Monge, du Boulevard Arago etc. Restaient comme témoin du passé, en partie, la place de la Contrescarpe et la rue Mouffetard. Dans les années quarante et cinquante, ce bout de quartier était plus près de 1825 que de 2025.

Ma nounou, chez qui j'allais souvent dormir l'après-midi, habitait l'« étage des boniches » dans la troisième cour d'un immeuble donnant sur la rue Mouffetard. Pas d'eau courante mais un broc. Pas de toilettes mais deux pots. Pas d'électricité mais une lampe à huile. Un seul lit pour elle et sa fille. Le père était mort à la guerre. Pas d'ascenseur évidemment. Les murs sur cour étaient gris et lépreux. Les toilettes étaient au fond de la cour à droite, avec une porte en bois aérée d'un trou en forme de

cœur. Un S y était suspendu avec des coupures de journaux en guise de papier hygiénique. On « tirait la chaîne » et le flux nettoyait les chaussures et le bas du pantalon des usagers pas assez vifs. Souvent la chaîne n'avait plus de poignée mais un nœud sur la chaîne, rendant l'instrument difficile pour les petits. Avec quelques conséquences...

A l'époque, il y avait des chanteuses de rue comme Edith Piaf. C'était l'aristocratie. Elles vendaient des partitions. Puis les chanteuses de première cour qui recevaient des piécettes lancées des fenêtres. Les chanteuses de deuxième cour étaient déjà moins bien traitées et obtenaient peu de pièces « de cent sous ». Une femme pas trop douée pour le chant était traitée de « chanteuse de troisième cour », une injure incompréhensible aujourd'hui.

La rue était occupée par les petits métiers : vendeurs d'eau (disparus), rémouleurs (disparus), vitriers (disparus). Le commerce de bouche était à base de charrettes à bras (disparues). Tous les matins, elles allaient aux halles chercher l'approvisionnement et revenaient en marchant jusqu'à la rue perchée en haut de la colline. Un travail de forçats. Les Fouchtras livraient le bois et le charbon qui se déversait dans les sous-sols par des meurtrières spécialisées. Le vêtement distinguait vraiment les professions. Le vulgaire était mal sapé. Vraiment mal sapé. Les enfants aussi. Il y en avait beaucoup autour du petit théâtre envahi par la poussière qui servait de foyer pour les louveteaux. Les garçons héritaient des vêtements de leurs aînés. Ils étaient raides et usés. Les croquenots étaient des galoches dont la semelle s'ouvrait. Les chaussettes étaient tricotées-mains comme les pulls et parfois les slips. Les manteaux étaient rares. On préférait les capes. Il y avait des bérets, des casquettes, et peu de chapeau. Les filles étaient habillées par de la confection maison. La machine Singer était fréquente. Les filles jouaient à la marelle ou sautaient à la corde sur les trottoirs, malgré leur étroitesse. Et les garçons jouaient aux billes, aux osselets, ou à la « poursuite » avec des « rolds », les soldats de plomb, puis des « starlux », des figurines en plastique. Souvent tout ce petit monde s'échappait vers les arènes de Lutèce, plus rarement vers le Jardin des plantes.

Personne ne parlait le français mais une langue semi argotique avec beaucoup d'inventions imagées, le tout exprimé avec un accent « parigo » bien gras. Les non-initiés n'« entravaient que pouic ». Le louchebem avait tout de même presque disparu. Les surnoms étaient rarement flatteurs : un fils d'un commerçant de la place Maubert plus qu'enveloppé, était surnommé « Boeufporc » (orthographe non garantie).

Aujourd'hui il poursuivrait pour grossophobie. Une fille habillée un peu trop léger était appelée « momocalbar ». Cela ne s'invente pas. Bref, la distinction était partout.

Il n'y avait pas d'immigré sinon un Espagnol et un Italien serveurs dans un café. Le Rital et l'Espingouin étaient leur nom d'usage respectif. Le seul Noir était penscu à Henri IV et s'appelait Blanche Neige. Un magasin s'appelait « Au Nègre Joyeux ». La municipalité gay friendly a fait déposer la devanture.

Beaucoup d'habitants n'avaient jamais quitté leur quartier et encore moins la ville. Eux, ils vivaient vraiment dans « la ville du quart d'heure », au ras de la dèche. Les mieux lotis affichaient « gaz à tous les étages » sur la façade de leur immeuble. Tout de même ! Ne pas croire qu'il n'y avait que des sauvages. Certains portaient des chemises à col cassé et le gilet. Ils se saluaient entre eux.

La grosse caserne apportait du crottin et faisait fuir les « Eustaches » (l'Opinel n'avait pas gagné la guerre des couteaux pour « apaches »). Aucune femme ne sortait non accompagnée après 9 heures du soir.

La grande affaire, ces années-là, avait été de découvrir un trésor caché dans un mur et datant de la Révolution française. Après les souffrances de l'Occupation, cela avait fait rêver bien du monde et entraîné quelques destructions de cloisons assez malvenues. Ce quartier populaire allait totalement disparaître en 20 ans, entre 55 et 75. Depuis cette date il n'en reste exactement rien. D'un certain côté c'est bien, car au-delà du folklore, la misère était proche.

Aujourd'hui, on n'y parle toujours pas français mais désormais c'est l'anglais qui domine et un Benalla, ami du président de la République s'est battu récemment avec un Helvétte, motivé par le caractère révolutionnaire du moment.

Hidalgo a décidé de frapper fort et de lancer une consultation sur le thème : plus de verdure dans la rue Mouffetard grâce à sa « végétalisation ». C'est bien, noble et tellement démocratique d'en appeler ainsi au vote populaire. « Un écrin de vert » annonce la mairie du Ve » après l'accord de 82% de votants. Huit mille votants alors qu'il n'y a sans doute pas mille cinq cents habitants dans la rue. Un détail !



Image des (légers) travaux en cours

On a donc enlevé les pavés historiques et entrepris des travaux radicaux, longs et coûteux. On va piétonniser la rue, et la végétaliser. Le tout pour un budget pharamineux, entièrement emprunté, bien entendu.

L'ennui : que veut dire végétaliser ? Là, mystère ! Les mots sont magiques mais que recouvrent-ils ? Personne n'a voulu rien dire et les projets contradictoires se sont succédé dans le silence des médias. Ce que les riverains voient surgir soudain, c'est la destruction presque totale de leur cadre de vie.

Ils s'étaient déjà inquiétés des projets HLM de Mme Hidalgo mais avaient été désavoués par les juges. « Le Conseil d'Etat a désavoué les locataires de **HLM** rue Mouffetard, dans le 5e arrondissement de Paris, qui refusaient de payer un « **surloyer**

de solidarité » et qui accusaient du même coup la maire (PS) Anne Hidalgo de vouloir augmenter « artificiellement » le nombre de logements sociaux pour échapper aux **amendes** que sa ville encourait ». Salauds de riches !

Désormais une partie des riverains s'indigne des conséquences des aménagements en cours. Il n'y aura pas d'arbres à cause des caméras de sécurité de la caserne. On ne peut pas non plus creuser. Ces esprits supérieurs inventent la végétalisation sans arbres. Donc on va placer des jardinières dans de vastes caissons. C'est moche et lourdingue avec une végétalisation à base de salades cuites, comme on peut le voir Bd Pasteur et un peu partout à Paris. Dès qu'il fait chaud tout cela s'aplatit et devient sec. Avec des arbustes à la place des arbres. La canopée va être modeste. Ne parlons pas du sol qui doit réfléchir les rayons de soleil, mais en remontant certains anciens pavés typiques... la circulation résiduelle y sera hybride mélangeant piétons, vélos et camionnettes, entre les étals, les terrasses et les bacs. La rue étant en pente, ce sera même sportif. Les deux-roues motorisés seront interdits alors qu'ils sont actuellement majoritaires dans la circulation. Super ! Sûr et certain qu'ils vont respecter l'interdiction, alors qu'ils équipent une bonne partie des habitants de la rue ; sommés désormais de les vendre.

Il ne restera rien de la rue Mouffetard historique. Entre fric, vélos, bêtise, surtourisme, merdobouffe, énervements bobôides et végétalisation inepte, rien ne surgira d'intéressant sinon un saccage historique de plus et des dettes. Au nom du bien et des petits oiseaux. Et de la démocratie participative façon menteurs professionnels.

Notons que les riverains n'ont jamais su précisément ce que la municipalité allait faire. Ni la maire du 5^{ème} arrondissement. Tout a été décidé par des élus qui sont tous venus de province ou de banlieue ou de l'étranger et qui considèrent la population native (ce qu'il en reste) comme des tordus dont il faut assurer le redressement. Pour eux, l'irréversibilité est la première volonté.

Comme pour le quartier Saint Séverin, le charme de rue Mouffetard est irréversiblement détruit, comme la possibilité d'y vivre activement. La municipalité est contente. Ceux qui ont pratiqué la rue à la bonne époque sont consternés. Quelques vieillards dont la municipalité n'a rien à faire, relayés par quelques amoureux du vieux Paris.

L'équipe Hidalgo s'en moque. Les vieux et les handicapés vont trinquer. Les jeunes ? Quels jeunes ? L'accès aux soins va devenir impossible. Police et pompiers ? Mieux vaut qu'il n'y ait pas d'incendie ni d'effondrement avec plus de 100 bâtiments construits avant 1800 ! Ni d'attentat !

Félicitations à tous.

3. Quelques horreurs bruxelloises

L'extraordinaire chambardement géopolitique voulu par Donald Trump, sur fond de changement radical de la diplomatie américaine aussi bien autour de l'Ukraine que de Gaza, en même temps que les Etats-Unis mènent un bras de fer économique, technique et militaire contre l'Union européenne, jette une lumière crue sur l'indigence terrifiante d'Emmanuel Macron, totalement guignolisé par son insignifiante passion exclusive pour lui-même, mais aussi sur l'inconvénient d'avoir un super Lecanuet au poste de Premier ministre, dont l'adhésion de cabri à l'européisme et la soumission aux Etats-Unis, sont taiseuses mais sans limites connues au moment où ces derniers choisissent la manière forte ...contre l'Europe.

Pendant que les écrans télévisuels nous abreuvent du spectacle d'un Macron virevoltant embrassant Mme Van der Leyen et multipliant les tapotages familiers sur les épaules, le dos, les bras et éventuellement le ventre des élus mondiaux, et racontant littéralement n'importe quoi à tout moment, avec l'air heureux d'être là et de son babil à l'insignifiance travaillée, certaines réalités européennes deviennent embarrassantes.

- Les ONG à Bruxelles : au service des Chinois ?

Beaucoup alertent sur le fait que les institutions européennes sont devenues le plus grand centre de lobbying du monde avec littéralement des milliers de lobbyistes officiellement déclarés et surtout des ONG, en nombre insensé, ayant leurs entrées partout, y compris dans la bureaucratie bruxelloise et écrivant parfois des pans entiers des ordonnances proposées par la Commission et votées au parlement Européen. Des politiques font des allers et retours entre postes au sein des ONG et postes officiels ou élus. Personne ne contrôle, car il n'y a pas réellement d'instances de contrôle très actives dans l'Union européenne. Une enquête a montré récemment que son responsable allemand vivait tranquillement chez lui en Allemagne. Ne pas s'étonner que les contrôles soient sporadiques et plutôt orientés...

La dernière révélation des liens, disons, étranges ; unissant la Commission et des ONG, faux nez d'intérêts riches puissants, a été faite en Hollande par le journaliste Lode Goukens sur le groupe de pression T&E, Transport et Environnement, à la source de la volonté d'interdire tout moteur thermique et toutes les chaudières à gaz en Europe. Créé en 1989, dans la foulée des travaux de l'ONU et de la création du GIEC, il fédère 49 associations écolos spécialisées dans l'interdiction des combustibles fossiles. Les principaux bailleurs de fond seraient l'European Climate Foundation (ECF) et l'américaine Climate Imperative Foundation (CIF), qui donneraient chacun plus d'un million d'euros de cash à T&E. l'Union Européenne donnerait 700.000 euros... Selon l'article, depuis 2015, ECF aurait reçu 40 millions d'euros de la Commission ! L'argent

européen sert des ONG qui font pression sur la Commission. L'article liste également les échanges de personnes entre ECF et Solar Power Europe qui pousse à l'installation de dispositif Enr. L'Union Européenne a permis par ce biais à la Chine de bénéficier de 40 milliards d'euros d'achats, sous la pression de ces « ONG », faux nez d'intérêts étrangers à l'Europe. La CIF serait pour sa part directement en lien avec le parti Communiste Chinois, et aurait contribué à ce que la part de voitures électriques chinoises passent de 3% à 20% dans les ventes européennes.

L'article souligne le rôle de personnalités politiques qui croisent leur carrière politique avec le passage dans ces associations, et fait apparaître que le réseau indémêlable d'associations diverses avec des transferts de fonds colossaux, des cascades d'échanges de fonds qui alimentent les uns et les autres, se termine toujours par une action en faveur... de la Chine. Le labyrinthe d'ONG et de fondations auraient pour premier but de cacher cette influence chinoise.

Cet article n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucun commentaire dans les grands médias français, donc d'aucune réfutation. Les subventions européennes aux ONG concernées ont été, elles, confirmées.

Il est notable qu'Hidalgo après avoir saccagé et endetté Paris s'en va prendre un poste grassement rémunéré auprès d'une fondation américaine lobbyiste Verte à Bruxelles qui a bien besoin d'une ancienne candidate à l'élection présidentielle française qui s'est haussée juste au-dessus de 1% des votes à Paris.

Tout cela est financièrement obscène, anti démocratique, anti européen et finalement prochinois ! Même si on a la charité de croire que l'avantage chinois est plus une conséquence qu'une fin, peut-on tolérer que l'argent public soit déversé à gros débit pour de tels organismes ?

Une chose est sûre : MM. Macron et Bayrou vont prendre à bras le corps cette situation à vomir. On parie ?

- **Boualem Sensal, le grand ignoré des négociations entre Europe et Algérie**

-

Alors que les relations entre Paris et le Maghreb en général et l'Algérie en particulier prennent le tour que l'on sait, l'Europe discute allègrement avec l'Algérie d'un nouvel accord d'association, à la demande de l'Algérie. Personne n'en sait rien en France. La PQN et la PQR n'en parlent pas. Comme d'habitude pour ce qui se passe à la Commission.

Au même moment, la France est confrontée à l'arrestation arbitraire d'un de ses ressortissants, M. Boualem Sensal, pris en otage en Algérie par l'ignoble dictature de M. Tebboune, en fraude des droits de l'homme les plus élémentaires.

L'occasion de rappeler ce que le « haut représentant aux affaires étrangères (sic) de l'Union Européenne » (on a enlevé le titre de ministre qui faisait bizarre), Joseph Borrell,

avait dit lors de son passage en Algérie en 2023 : « Je salue l'élection de l'Algérie au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ». Une preuve de plus de l'effondrement du « machin ».

On est sûr que ces grands Européens que sont Macron et Bayrou sont totalement mobilisés pour lier le sort de Boualem Sensal et celui de l'accord d'association Europe-Algérie.

Il suffit d'écouter. Le tapage qu'ils font en ce sens est tellement assourdissant qu'on ne l'entend pas ! On a les élus qu'on mérite. Si l'accord d'association Europe Algérie est signé en laissant mourir Sensal en prison, dans le silence français, il faudra bien révoquer Emmanuel Macron et envoyer Bayrou en haute-cour. Il sera sage également de faire récuser Mme Van der Leyen au plus tôt. A la vitesse où sont menées les négociations, il est possible que ce soit Monsieur Joseph Borrell, 77 ans, qui disparaisse le premier.

Quel beau feuilleton ! Et quelle honte !

4. Haro sur Wikipedia

Tout le monde constate l'offensive de la coalition qui s'est mise en place pour faire exploser « la fachosphère », c'est-à-dire toute la presse écrite et télévisuelle qui ne se met pas respectueusement au garde à vous face aux éructations de l'extrême gauche. La censure contre C8 menée par les Enarques de gauche du Conseil d'Etat et de l'Arcom, et l'offensive contre Le Point sont deux témoignages forts de la volonté du gauchisme de reprendre par la force un magistère qui s'étiolle progressivement mais reste fort.

Le pivot de toute cette action est le « retraité » Edwy Plenel et ses sbires de Mediapart qui à partir de leurs publications et vidéos, cherchent constamment à mener des campagnes infamantes et de dénigrement.

Sur Wikipédia, il existe quasiment depuis l'origine de la version française un groupe communiste qui élimine tout intervenant qui met en cause les crimes de l'URSS et des mouvances révolutionnaires.

On voit maintenant des cohortes de « troll s » qui s'activent pour diffamer les personnalités de droite.

La gauche mène depuis toujours un combat pour la domination du « politiquement correct ». Comme elle perd de l'influence, elle s'est mise en route pour regagner le terrain perdu.

Quand on lit l'article consacré au Point sur Wikipédia, tout le chapitre sur le développement récent du journal est une copie des injures de Mediapart, le torchon d'Edwy Plenel. Le bel Edwy à la moustache stalinienne, est un islamiste à pieds rouges, depuis toujours. L'Islamo gauchisme c'est lui, bien avant l'ignoble

Mélenchon. Il multiplie les attaques contre des personnes ou des institutions en les accusant d'islamophobie. Le Monde Diplomatique recense quelques plumes exactement sur la même ligne, comme Libé.

Les nouvelles « vipères lubriques » de toute cette mouvance sont les contempteurs de l'islamisme, les climato-sceptiques, et ceux qui veulent disposer d'une presse honnête et d'une histoire purgée des mensonges communistes.

Tout ce petit monde trouve des relais dans les chaînes publiques radio ou télé. On l'a vu récemment avec le procès de Boualem Sensal fait sur sur une chaîne qui cautionnait ainsi son incarcération arbitraire par la dictature algérienne.

Mediapart et Plenel sont au centre du « terrorisme intellectuel » qui sévit à nouveau en France avec une intensité réellement forte.

On comprend qu'une pétition ait été lancée pour obtenir de Wikipedia qu'il soit mis fin au lynchage de personnalités et institutions par la mouvance gauchiste s'activant sous pseudo dans ses colonnes.

Pour participer à cette pétition :

<https://www.mesopinions.com/petition/politique/rendons-wikipedia-fiable/14519>

Les règles de Wikipédia sont connues : il ne s'agit pas de dire la vérité mais de donner l'idée dominante sur tout sujet. S'il y a domination culturelle de la gauche, Wikipédia sera automatiquement de gauche ! Si on veut l'éviter, la solution est d'abord de mener le combat culturel contre Mediapart et la gauche. Les activistes de gauche l'ont bien compris qui veulent faire fermer toute la presse liée à M. Bolloré et autres « milliardaires réactionnaires ». Et il peut le faire avec la complicité non seulement des forces politiques de gauche et d'extrême gauche, Hollande et Macron faisant partie du nombre, mais aussi et surtout de « l'Enarchie compassionnelle », qui a capturé la sphère politique depuis 50 ans et qui est majoritairement étatiste et très marquée à gauche depuis longtemps (il suffit de regarder l'actuel et caricatural ministre des Finances, le président sortant du Conseil Constitutionnel, le président de la Cour des Comptes, plusieurs membres éminents du Conseil d'Etat et les derniers présidents de la République...).

Wikipédia est sur le déclin. C'est un peu un projet du passé. Il a du mal à se financer. Et il perd de plus en plus sa réputation. On l'utilise surtout pour vérifier l'orthographe des noms, la date de sortie d'un film, un sigle inconnu et l'âge des notoires. Dans cette affaire, on tire un peu sur une ambulance.

Le vrai danger moderne vient de l'IA générative. Cette dernière met en forme tout ce qui se trouve dans la poubelle des réseaux sociaux, et on sait combien elle est profonde et alimentée. Quand on questionne avec ces outils, on obtient des résultats étranges, avec souvent des adjectifs qualificatifs malveillants ou des notations totalement délirantes. Votre personne peut être ainsi présentée de façon calomnieuse et vos propos vilipendés, sans que vous soyez même au courant et

sans aucun moyen de recours. Les jeunes générations préfèrent ces nouveaux outils à Wikipédia pour se faire un avis sur les choses et les gens. Cela va s'amplifier.

Là, le trotskiste Edwy Plenel, retraité mais qui continuera tout de même, ne peut pas lancer ses campagnes de haine et de sape. Mais le résultat peut être pire. Et il est difficile de trouver la parade. En attendant, on ne peut que suggérer aux personnalités politiques d'utiliser ces outils et de constater le résultat. Ils verront que ce n'est pas triste et parfois passablement choquant. Une réflexion s'impose assez vite. Quitte à mener un combat, essayons d'éviter de se contenter de « la guerre d'avant ».

La vérité est un combat. Il doit être notre combat.